

*Questions orales*

**L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la situation de la femme):** Monsieur le Président, comme mon honorable collègue le sait très bien, le groupe en question a effectué de l'excellent travail et son rapport a été soumis au Comité permanent de la défense nationale, qui tient des audiences à ce sujet.

Nous attendrons bien entendu de connaître les recommandations du comité avant d'agir. Mon ministère examine présentement les recommandations qui ont été soumises, tout comme le feront les autres ministères visés par celles-ci.

Une fois le processus terminé, j'espère que nous aurons en place un système efficace sur lequel nous fonder pour prendre des décisions au sujet des bases. En attendant, le ministre a déjà fait savoir qu'aucune autre base ne sera fermée tant que toute l'affaire ne sera pas réglée.

\* \* \*

**LES TRAVAUX PUBLICS**

**M. David Bjornson (Selkirk—Red River):** Monsieur le Président, j'aurais une question à poser au président du Conseil du Trésor.

Comme le président du Conseil du Trésor le sait, le ministre des Travaux publics a fait une présentation sur la rénovation du barrage et de l'écluse de St. Andrew's. Il sait aussi que, selon le plus récent rapport sur la sécurité du pont, l'hypothèse la plus favorable veut que ce pont soit fermé à la fin de cette année civile, voire plus tôt.

Voici ce que j'ai à demander au ministre, avec tout le respect que je lui dois: quel autre examen faut-il donc encore faire? Dans quels délais doit-il se faire? Quand le Conseil du Trésor sera-t-il saisi de nouveau de la question?

**L'hon. Gilles Loiselle (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)):** Monsieur le Président, je remercie le député de sa question et je comprends son inquiétude.

Nous sommes en train de revoir l'ensemble du programme de travaux publics. En l'absence du ministre des Travaux publics, je tiens à dire que le personnel de son ministère examine très attentivement l'état de ces structures et fait les réparations d'urgence qui s'imposent.

Cela dit, nous savons aussi qu'il y aura des discussions suivies avec le gouvernement du Manitoba, et l'avenir de ces installations sera abordé.

**LA MINE WESTRAY**

**M. Ron Fisher (Saskatoon—Dundurn):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie et concerne la mine Westray.

• (1450)

Compte tenu du fait que parmi les milliers de pages de documents déposés à la Chambre les seules ayant trait à un rapport par le gouvernement fédéral et au nom de celui-ci portent sur le soi-disant rapport de dix-huit heures, et compte tenu qu'un certain nombre de demandes ont été présentées en vertu de la Loi sur l'accès à l'information afin d'avoir accès à des documents traitant du rôle du fédéral en ce qui a trait à la mine Westray, le ministre va-t-il garantir à la Chambre que toute information communiquée sera automatiquement déposée à la Chambre ou remise au greffier de la Chambre si celle-ci ne siège pas?

**L'hon. William C. Winegard (ministre des Sciences):** Monsieur le Président, on semble sous-entendre encore une fois que le rapport CANMET n'était pas un rapport important.

Pourtant, c'était un rapport important puisqu'il passait en revue au moins trois documents techniques sérieux traitant de la question de savoir si l'exploitation de cette mine était possible. Pour ce qui est du dépôt de renseignements, nous sommes évidemment disposés à prendre connaissance de tout ce qui est disponible en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

**M. Ron Fisher (Saskatoon—Dundurn):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au même ministre.

Il est plutôt curieux de constater l'importance accordée au rapport CANMET, puisque sur les quelque 1 000 pages qui ont été déposées seulement neuf portaient sur ce rapport.

Compte tenu du fait que le juge Richard, qui a été nommé par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse pour faire enquête sur le désastre de la mine Westray, a mentionné qu'il n'avait pas la compétence d'examiner le rôle du gouvernement fédéral à Westray, le ministre peut-il expliquer le processus qui assurera un examen complet du rôle des fonctionnaires qui se sont opposés à l'exploitation de la mine, de la participation du ministre des Travaux publics qui a insisté pour que cette mine soit exploitée, ainsi que du rôle du premier ministre?